

Nicolas Hulot : «J'irai à Fessenheim, à Bure,

Dans un entretien au « Figaro », le ministre de la Transition écologique et solidaire pose le cadre du débat sur

ÉNERGIE Nicolas Hulot n'a pas encore épuisé les joies de la complexité de sa position dans le gouvernement d'Édouard Philippe. Les dossiers, explosifs, du glyphosate, du traité de libre-échange avec le Canada (le Ceta) ou encore de Notre-Dame-Landes n'auront peut-être été que les hors-d'œuvre précédant le plat de résistance de l'année 2018 : la programmation pluriannuelle de

l'énergie (PPE). Ce texte, que le gouvernement souhaitait rédiger par une coconstruction animée par un débat public national qui s'ouvre, doit donner au secteur énergétique une feuille de route. C'est le mode d'emploi de la loi de transition énergétique de 2015 que le précédent exécutif avait préféré éviter d'écrire. Il s'agit de quantifier la montée en puissance des énergies renouvela-

bles dans le pays, les modalités de leur développement et de leur financement. Il s'agit aussi de séquencer leur décroissance de la part du nucléaire. Le 7 novembre, le ministre de la Transition écologique et solidaire avait officialisé le renouveau du gouvernement à l'objectif « *intenable* » fixé dans la loi de ramener de 75 % à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique français en 2025. Ses

anciens amis lui en ont voulu, beaucoup. Lui semble déterminé à ne pas repousser l'échéance sine die. La PPE donnera la date, vraisemblablement quelque part dans les années 2030. Le ministre n'a en tout cas pas d'autre choix, désormais, que de s'investir pleinement dans ce dossier dont les points de fixation ont pour le moment été délégués à ses secrétaires d'Etat. C'est ainsi Sébastien Le-

cornu qui a été envoyé en démineur, en « *dérêcheur* » dicit Nicolas Hulot, à Fessenheim, à Bure, à Flamanville sur le site de construction du futur réacteur EPR. Le ministre de la Transition énergétique ne cache pas ses réticences de toujours à l'égard de l'atome civil. Mais il refuse de « *jeter l'opprobre* » sur la filière. Il est en tout cas convaincu de la solidité de sa position

« Je veux arriver à 50 % de nucléaire le plus vite possible »

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTILLE BAYART ET MARC CHERKI
@BertilleBayart @mcherki

Le ministre de la Transition écologique dit au Figaro ses convictions au moment où s'ouvre le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui doit être écrite avant la fin de l'année.

LE FIGARO. - Une consultation commence sur la politique énergétique. Qu'attendez-vous de ce débat public ?

Nicolas HULOT. - J'attends d'abord un débat qui ne soit pas confisqué par les experts, une consultation où on s'additionne, plutôt qu'on s'oppose. Révons un peu... J'espère qu'à l'issue les experts, les politiques et les citoyens partageront la même vision. Nous n'engageons pas seulement notre politique énergétique, mais aussi notre modèle social et notre modèle économique.

Quel sera le modèle énergétique de demain ?

Nous sommes à l'aube d'une révolution dont on ne connaît pas encore le point d'atterrissage. Nous passerons d'un modèle très centralisé, fondé sur les énergies fossiles et le nucléaire, à un modèle fait d'une grande diversité des sources d'énergies, plus proches des lieux de consommation et dont les citoyens pourront être à la fois les producteurs et les consommateurs. J'aimerais que cela nourrisse plus de désir que d'angoisses. Nous pouvons avoir l'ambition d'une souveraineté énergétique de la France, voire de l'Europe, ce qui veut dire que nous n'aurions plus besoin d'importer de l'énergie d'ailleurs. Et cela vaut aussi pour les pays en développement. C'est enthousiasmant. On s'est beaucoup fait la guerre pour le pétrole. Parfois, notre dépendance aux fossiles et à ceux qui les détiennent ne nous a pas laissés une entière liberté diplomatique. Nous pouvons rétablir les équilibres des forces.

dre sur un calendrier qui ne soit pas utopique mais exigeant. Je ne vais pas donner maintenant de date. On n'ouvre pas une consultation sur un scénario déjà ficelé. Je souhaite que chacun puisse critiquer, secouer, enrichir les scénarios sur la table. Moi-même, je regarde ceux de RTE (Réseau de transport d'électricité), mais aussi ceux de négaWatt par exemple. Certains sous-estiment probablement l'utilisation du biogaz, de l'hydrogène vert. J'ai dit d'emblée et personne ne m'y a forcé - que le scénario 2025 était intenable sauf à renoncer à d'autres engagements et à faire abstraction des conséquences notamment sociales. Je ne sais pas comment on fait pour fermer en si peu de temps 17 à 25 réacteurs, ni sur le plan énergétique, ni sur le plan financier, ni sur le plan social. Dire que la date de 2025 n'était pas réaliste, c'était purger une faiblesse héritée du passé, pour que l'objectif reste crédible. Quand nous serons à 50 % de nucléaire, et je veux y arriver le plus vite possible, ce sera un point de rencontre entre pro et anti-nucléaires. Ce sera le moment pour chacun de faire la démonstration qu'on peut aller plus loin ou au contraire qu'il faut en rester là.

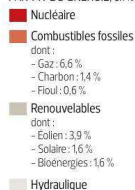
Mais vous, vous espérez aller plus loin ? Votre mix énergétique idéal personnel est-il sans nucléaire ?

Je ne rêve pas les yeux fermés. Mais oui, à titre personnel, je pense que l'humanité pourra un jour répondre à ses besoins exclusivement avec les énergies renouvelables. J'ai foi dans leurs capacités, associées aux technologies de réseaux intelligents et de stockage. Mais la foi ne vaut pas démonstration. Et je n'impose pas mon rêve.

Cela suppose des progrès considérables des renouvelables...

Les progrès sont déjà là. Dans l'histoire de nos sociétés, la

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PAR TYPE D'ÉNERGIE, en %



contrainte n'est pas l'ennemi de l'innovation. Elle en est la condition. La contrainte énergétique, on l'a actée il y a très peu de temps, à la conférence de Paris. Aujourd'hui, à part quelques esprits rétifs, tout le monde est d'accord sur l'impératif de sortir des énergies fossiles. Les mentalités changent, même sur le nucléaire. L'engouement pour l'atome s'est... modéré. Y compris sur le plan économique. Il suffit de comparer la rentabilité attendue d'un projet comme Hinkley Point, dont le coût de rachat ressort à 105 euros le MWh, à celle des champs d'éolien offshore les plus récents (de 60 à 65 euros). Le débat se décripe.

Sur quelles énergies renouvelables comptez-vous le plus, et comment accélérer leur développement ?

Principalement le solaire, l'éolien et la méthanisation. Nous travaillons à simplifier les procédures, à raccourcir les délais. Pour le photovoltaïque, nous cherchons à identifier les surfaces disponibles, de toits, de bâtiment agricoles - car les agriculteurs ont un rôle déterminant à jouer dans la transition - ou encore de friches. Nous discutons aussi avec l'armée, qui interdit certains terrains aux coléennes mais pourrait les ouvrir au solaire. Sur le plan des procédures, nous devons limiter les recours, distinguer ceux qui sont chroniques, et qui sont le fait de ceux qui sont

contre tout, des recours fondés, déposés par ceux qui sont directement concernés.

Faut-il poursuivre les projets d'éolien offshore attribués en 2011 et qui paraissent dépassés ?

J'hérite d'une équation complexe. Disons-le, ces projets n'ont pas été bien « zonés », les résistances ont été peu prises en compte. Nous retournons le problème dans tous les sens, mais nous avons peu de marge de manœuvre pour faire évoluer les projets initiaux, très éloignés des niveaux de compétitivité actuels sans les remettre en cause. Ces projets sont clés pour permettre le développement d'une filière industrielle en Fran-

La priorité, c'est donc la fin des énergies fossiles ?

On cumule les urgences ! La première, pour cause climatique, c'est la fin des énergies fossiles auxquelles nous sommes inféodés depuis des décennies. La France a pris l'engagement d'une neutralité carbone dans notre plan climat. Conjointement, deux objectifs fixés par la loi de transition énergétique (LTE) de 2015 sont nécessaires. Il s'agit du développement des renouvelables, d'une part, et de la réduction de la consommation d'énergie, d'autre part. Ce dernier point - avec une trajectoire de moins 20 % à horizon 2030 et moins 50 % à horizon 2050 - fait consensus parce que c'est à la fois un facteur de compétitivité et un gain de pouvoir d'achat pour les citoyens. Il y a plus que du grain à moudre sur ce terrain. Et enfin il y a la baisse du nucléaire. Tout se tient. On ne peut se loucher sur aucun des quatre piliers de la transition.

La PPE fixera le calendrier de la décroissance du nucléaire. À quelle date sa part sera-t-elle ramenée à 50 % dans le mix électrique ?

On va débattre du tempo, s'enten-



« Je ne me dédouane pas, je ne me défausse

Vous disiez que le débat se décripe. À Fessenheim aussi ?

J'ai toujours dit que fermer Fessenheim ne fait ni une politique ni une stratégie. Maintenant cette décision a été prise, et nous nous y tenons car il faut bien amorcer le mouvement. Renoncer à cette fermeture, ce serait compromettre l'objectif. Mais il faut le faire dans le respect de ceux qui sont concernés. Nous voulons une transition exemplaire à Fessenheim. Songez qu'aucun représentant de l'Etat n'était allé à Fessenheim lorsque la décision a été annoncée, il y a quelques années ! Ce n'est pas notre méthode.

Mais vous n'y êtes pas allés personnellement, ni à Bure d'ailleurs. Irez-vous ?

Oui, j'irai. J'irai à Fessenheim, à Bure, ailleurs. Je n'ai pas de raison de principe de ne pas le faire, plutôt une grande quantité de dossiers à traiter et deux secrétaires d'Etat, Brune Poirson et Sébastien Lecornu, exceptionnels ! Ce dernier est allé à Fessenheim. Il est un formidable défricheur de dossiers et j'en ai besoin ! Cela ne veut pas dire que

je me dédouane, ni que je me défausse sur lui.

L'enfouissement des déchets à Bure est-il la bonne solution et fallait-il y interdire les manifestations ?

Pour le moment, Bure est un laboratoire, pas encore un centre de stockage. Je fais toute confiance aux agences en charge pour livrer leurs avis. Mais il faut que chacun comprenne que l'autorisation du projet n'est pas acquise, le dossier ne sera déposé qu'en 2019. Je serais preneur d'une alternative mais pour le moment, nous n'en avons pas. Nous prendrons la moins mauvaise solution, la plus sûre, s'agissant des déchets. Et c'est bien ce qui me gêne avec le nucléaire, qui est aussi une technologie fascinante. C'est que nous n'avons le choix qu'entre de mauvaises solutions. C'est un sujet de civilisation. Certes, une société doit prendre des risques. Mais il faut pouvoir en contenir les risques dans le temps et dans l'espace. Le temps présent doit assumer ses problèmes et ne pas les déléguer aux générations futures. Quant aux manifestations, il s'agit d'une question d'ordre

public, et du respect de la loi. Je souhaite pour ma part que le débat, sur un sujet aussi grave, puisse avoir lieu dans un cadre apaisé, sans tabou.

Décidez-vous d'autres fermetures de réacteurs pendant ce quinquennat ?

Je souhaite qu'il y ait dans ce quinquennat une programmation des prochaines fermetures, la PPE nous dira précisément quand et comment, ne présumons pas le débat. Fessenheim doit être le début de quelque chose, d'un mouvement irréversible.

La PPE prévoit-elle la construction de nouveaux réacteurs en France ?

Ce n'est pas l'urgence. Attendons aussi de voir ce qui se passe pour l'EPR de Flamanville. Sans avoir de préjugés, je note que la démonstration probante des promesses données n'est pas faite.

EDF joue-t-elle le jeu, ou s'agit-il du lobby nucléaire ?

EDF joue le jeu aujourd'hui. J'en

